

Déclarations de ministres

M. McDermid: Sous un gouvernement conservateur.

M. Marchi: La vérité, c'est que lorsque 174 immigrants ont débarqué sur la côte est, le premier geste des Canadiens a été de leur préparer du thé et de leur offrir des biscuits. Voilà ce qu'ils ont fait spontanément. Puis les médias se sont mis de la partie et le gouvernement a pris un certain nombre d'initiatives fort discutables. Pourtant, de prime abord, les Canadiens considèrent que s'il s'agit de réfugiés authentiques, le Canada a la responsabilité de respecter ses obligations et ses traditions.

Quelle est la véritable solution? Le projet de loi C-55 ne peut être envisagé isolément. Il doit l'être dans un contexte global et la solution véritable consiste à mettre en place un système qui fonctionne et non pas un système ponctuel qui n'est valable que pour une ou deux semaines ou pour un mois. Il nous faut un système qui fonctionnera bien durant des années. C'est pourquoi nous avons prôné, à l'instar d'un très grand nombre d'autres personnes, la réforme du système. Nous avons été disposés à collaborer en ce sens. C'est de la malhonnêteté intellectuelle que de prétendre que l'opposition n'a pas permis au gouvernement d'agir.

M. McDermid: Parlez-nous donc de votre amendement. Parlez-nous donc de votre renvoi à six mois.

M. Marchi: Le gouvernement a la main haute sur les affaires du Parlement depuis trois ans. Pourtant, ni le premier ministre ni les quatre ministres chargés de l'immigration n'ont accordé la priorité à ce projet de loi, et la situation a fini par atteindre un point critique.

M. McDermid: Soyez honnête, parlez-nous de votre report de six mois. Ce fut là votre réponse.

M. Marchi: Il faut permettre au Parlement de se pencher sur le problème de l'établissement du statut de réfugié. C'est important non seulement pour ce mois-ci ou le mois prochain, mais également pour les années à venir.

Il incombe également au gouvernement de définir beaucoup plus clairement les différences qui existent entre un immigrant et un réfugié. C'est pourquoi, ce matin, j'ai été agréablement surpris d'entendre l'une des réformes proposées par le ministre au sujet des familles dans le domaine de l'immigration. J'ai accueilli cette proposition avec plaisir, car le comité permanent avait fait cette recommandation. Pourtant, il est tout simplement injuste de tenter de manipuler l'opinion publique...

Des voix: Oh, oh!

M. Marchi: ... afin qu'une personne ne puisse parrainer un membre de sa famille, sous prétexte qu'il y a déjà trop de réfugiés. C'est faux. Le fait est que depuis trois ans, l'immigration de gens dont des parents sont déjà établis au Canada a baissé et cela ne fait qu'accroître l'exaspération de nombreux Canadiens.

En résumé, je voudrais préciser ce qui suit. Le Canada n'est pas aussi dupe que bien des gens le prétendent. Le monde est le théâtre de bien des troubles. Ce week-end, Hong Kong a reçu trois bateaux chargés de réfugiés en provenance du Vietnam. D'autres réfugiés tamouls sont arrivés en Allemagne de l'Ouest

et d'autres pays reçoivent également des réfugiés. Il faut, en effet, s'assurer de permettre l'entrée au pays à de véritables réfugiés, mais il s'agit également de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale. Le Canada n'est plus un chef de file et nous avons perdu le respect d'autres pays, car nous ne nous attaquons pas à ce problème. Il s'agit d'un problème mondial et à moins d'y trouver une solution internationale, des gens continueront d'entrer au Canada de façon détournée avec l'aide de personnes qui cherchent à s'enrichir grâce à ce commerce de vies humaines. Il est temps de se servir de l'immigration comme un moyen constructif de favoriser une plus grande prospérité économique.

Il ne faut pas oublier que notre taux de natalité est à la baisse et que notre population vieillit. Notre économie a besoin de certaines compétences que notre système d'éducation ne fournit pas. Vous savez tout comme moi que l'immigration a un grand rôle à jouer au Canada, comme ce fut le cas après la Seconde Guerre mondiale. Alors, lançons-nous dans le débat. Permettons aux Canadiens de participer à un débat élevé, éclairé et objectif, afin que nous puissions nous servir de l'immigration pour bâtir notre pays, plutôt que d'avoir à tolérer des immigrants ou des réfugiés et de permettre à la situation internationale et nationale de se détériorer au point qu'il ne s'agit plus alors que de simples exercices de relations publiques qui ne s'attaquent pas au fond du problème.

Je vous remercie de me permettre de faire ces observations préliminaires et j'attends avec impatience ce débat éclairé. En tant que parti, nous sommes tout à fait disposés à rejeter les demandes de faux réfugiés, mais il ne s'agit pas, par contre, de fermer nos portes aux véritables réfugiés. Il faut veiller à ce que les demandes présentées soient légitimes et bien faire comprendre que nous ne sommes pas disposés à laisser les gens entrer au Canada de façon détournée.

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, le ministre a dit que le gouvernement avait reconvoqué le Parlement pour étudier une question d'une grande importance nationale. Je suis d'accord pour dire que c'en est une et cela depuis plusieurs années. Je me réjouis de voir le gouvernement le reconnaître enfin. Évidemment, il ne reconnaît pas que c'est à lui que nous devons tout ce gâchis.

● (1200)

Pendant des années, le Canada s'est montré très accueillant envers les immigrants et les réfugiés. Nous les avons accueillis chez nous suivant la procédure prévue dans la loi. Cette procédure visait également à limiter les abus étant donné que ceux-ci font du tort aux immigrants ou réfugiés à qui nous estimons devoir ouvrir nos portes.

Il est vrai que notre système s'est effondré à cause de l'évolution de la situation mondiale. Au lieu d'accueillir des réfugiés de certains pays d'Europe, nous en avons reçu de plus en plus d'autres continents. L'avion devenant un mode de transport de plus en plus utilisé, il est devenu nécessaire de réexaminer notre système.